

l'honorable J.-C. Chapais de Québec; le deuxième, l'honorable C. Dunkin, de Brome, Québec; le troisième, un Québécois également, l'honorable J. H. Pope; le quatrième, un sénateur, l'honorable Letellier de St-Just; le cinquième, également un Québécois, l'honorable C.-A.-P. Pelletier; le sixième, de l'Ontario; le septième, de Québec; le huitième, de l'Ontario. Et cela alterne jusqu'à il y a environ une cinquantaine d'années. Je constate qu'au nombre de ces honorables ministres, plusieurs étaient bilingues. Ce n'est donc pas la première fois que nous avons un ministre de l'Agriculture bilingue. Mais le fait qui saute aux yeux, c'est que depuis la dernière partie du siècle, alors que nous avons eu pour la première fois un ministre de l'Agriculture de la Colombie-Britannique, les provinces de l'Ouest n'ont pas cessé de fournir des ministres de l'Agriculture. Nous y voyons des ministres de la Colombie-Britannique, du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta.

Nous n'avons pas eu, depuis 50 ans, l'occasion d'avoir un ministre de l'Agriculture du Québec dans ce Parlement. Si depuis 50 années les autres ministres, ceux qui venaient de l'Ouest, ont travaillé surtout dans l'intérêt de l'Ouest, nous allons batailler afin que notre ministre de l'Est, tout en travaillant dans l'intérêt de l'Ontario, n'oublie pas notre province de Québec.

● (9.10 p.m.)

Au fait, le dernier demi-siècle fut ce que je puis appeler celui du blé. Les ministres de l'Agriculture n'avaient d'oreilles que pour le blé et les ministres du Commerce n'avaient d'yeux que pour le blé. En somme, l'agriculture canadienne se résume, durant ces 50 dernières années, dans un seul mot: blé. Et nous entendons encore les députés de la Saskatchewan, comme celui qui vient de reprendre son siège, et de l'Ouest en général, se plaindre, et pourtant depuis 40 ans que nous payons pour ces provinces, que nous nous sacrifions et que nous nous saignons pour elles, elles n'en ont pas encore assez. Et écoutez les questions qui sont posées encore aujourd'hui: Va-t-on pouvoir semer? Va-t-il germer, le blé? Va-t-il mûrir, ce blé? Va-t-on pouvoir le couper? Va-t-on enfin être payés? Et le reste.

Il va falloir comprendre, monsieur l'Orateur, qu'il y a d'autres produits agricoles au Canada et que le ministre de l'Agriculture, tout comme celui du Commerce, doit s'intéresser aux produits agricoles diversifiés de la province de Québec. A mon avis, ils méritent une attention toute spéciale de la part de notre nouveau ministre de l'Agriculture; pour n'en mentionner qu'un: les produits laitiers.

[M. Gauthier.]

D'ailleurs, je crois que c'est le plus important et celui qui requiert une attention immédiate.

Je souhaite que la demande que les cultivateurs québécois ont faite par l'entremise de leur organisme, l'UCC, à l'effet de fixer le prix du lait industriel à \$4 les 100 livres, soit accordée au cours des prochains jours.

Il incombe aussi à votre ministère de redresser une injustice qui existe déjà depuis plusieurs années dans le cas des producteurs de lait pour la consommation et la transformation. Un grand nombre de nos cultivateurs vendent une partie de leur lait aux laitiers, c'est-à-dire pour la consommation, tandis que l'autre partie est destinée aux usines de transformation. Parce qu'ils sont obligés de faire cette double fonction, ils ne peuvent jouir des mêmes prérogatives que ceux qui livrent tout leur lait à la consommation.

J'ai toujours été convaincu que c'était là une certaine «discrimination» et que le ministère de l'Agriculture se devait de traiter tous les producteurs laitiers sur le même pied.

Le ministère de l'Agriculture devra fournir des grains de semence à tous nos cultivateurs de la région de Roberval, puisque la récolte de l'automne dernier a été complètement nulle; à preuve, les octrois de \$30 par tête de vache laitière hivernée, et ce afin de conserver nos troupeaux laitiers.

Je compte aussi sur l'influence du ministère pour surveiller de près les opérations relatives à l'ensemencement des nuages, dans ma région, durant l'été qui s'en vient.

Depuis trois ans, nos cultivateurs voient leurs terres littéralement noyées à la suite de ces expériences chimiques, qui sont les causes du désarroi actuel de nos cultivateurs.

Il ne faut pas connaître une quatrième année consécutive d'un déluge provoqué. J'irai jusqu'à dire que si le gouvernement du Québec ne veut rien entendre, s'il préfère l'avis de son «hydro» à celle des milliers de cultivateurs, s'il permet encore à la *Weather Engineering Company* d'exercer son métier au-dessus de notre région, eh bien, je demande au ministre d'user de ses pouvoirs en ce qui a trait à la pollution de l'air afin de ne plus jamais permettre que ces machines infernales apparaissent dans le ciel robervalois!

Je ne saurais terminer mes remarques sans vous dire un mot de l'ARDA, puisque chez moi le seul mot que l'on entende, aujourd'hui, quand nous parlons de remèdes agricoles, est «L'ARDA». C'est comme le mot magique du